



STATUTS ET RÈGLEMENTS

Édition 2024

**STATUTS ET RÈGLEMENTS
DE LA FÉDÉRATION DES EMPLOYÉES ET
EMPLOYÉS DE SERVICES PUBLICS INC. (CSN)**

Édition 2024

**Incluant les modifications apportées
par le congrès de juin 2024 avec les concordances**

Chapitre 1 – Dispositions générales.....	9
1.01 – Nom	9
1.02 – Siège social	9
1.03 – Juridiction.....	9
1.04 – Juridiction territoriale	10
1.05 – Caractère de la Fédération.....	10
1.06 – But de la Fédération	10
1.07 – Moyens d’atteindre ce but	10
1.08 – Politique	11
1.09 – Organismes directeurs de la Fédération	11
1.10 – Règles de procédure	11
1.11 – Interprétation des règlements.....	12
1.12 – Suspension, radiation ou remplacement d’un membre du comité exécutif, du bureau fédéral, du comité de surveillance ou de tout autre comité	12
1.13 – Procédure exceptionnelle	13
1.14 – Distribution de documents	13
1.15 – Remboursement des frais par la Fédération	13
Chapitre 2 – Affiliation, désaffiliation ou radiation	14
2.01 – Affiliation	14
2.02 – Désaffiliation	14
2.03 – Suspension ou radiation	14
Chapitre 3 – Congrès fédéral	16
3.01 – Congrès fédéral régulier	16
3.02 – Congrès fédéral spécial	16
3.03 – Pouvoirs et attributions	16
3.04 – Composition	17
3.05 – Calcul du nombre de délégué-es par syndicat	17
3.06 – Conditions d’accréditation et formalités.....	18
3.07 – Comités du congrès	19
3.08 – Documents envoyés à l’avance.....	19
3.09 – Propositions soumises par les syndicats affiliés	19
3.10 – Accréditation des délégué-es	20
3.11 – Quorum	20
3.12 – Vote.....	20
3.13 – Élections	21
3.14 – Vacance	23
3.15 – Présence du comité exécutif de la CSN.....	23
3.16 – Procès-verbal.....	23
Chapitre 4 – Comité exécutif	24
4.01 – Composition.....	24
4.02 – Quorum	24
4.03 – Réunions.....	24
4.04 – Vacance au comité exécutif.....	24

Table des matières

4.05 – Pouvoirs et attributions	24
4.06 – Procès-verbaux et rapports	25
4.07 – Dépenses	25
4.08 – Durée du mandat	25
4.09 – Responsabilités de la présidente ou du président de la Fédération	25
4.10 – Responsabilités de la première vice-présidente ou du premier vice-président de la Fédération	26
4.11 – Responsabilités de la deuxième vice-présidente ou du deuxième vice-président de la Fédération	26
4.12 – Responsabilités de la vice-présidente-trésorière ou du vice-président-trésorier de la Fédération	27
4.13 – Responsabilités de la secrétaire générale ou du secrétaire général de la Fédération	28
Chapitre 5 – Bureau fédéral	29
5.01 – Composition	29
5.02 – Vacance	29
5.03 – Quorum	29
5.04 – Réunions	29
5.05 – Pouvoirs et attributions	30
5.06 – Procès-verbaux et rapports	31
5.07 – Dépenses des délégué-es du bureau fédéral	31
Chapitre 6 – Conseil fédéral	32
6.01 – Conseil fédéral	32
6.02 – Pouvoirs et attributions	32
6.03 – Composition	33
6.04 – Calcul du nombre de délégué-es par syndicat	33
6.05 – Conditions d'accréditation et formalités	34
6.06 – Quorum	35
6.07 – Procès-verbaux et rapports	35
6.08 – Dépenses et salaires des délégué-es	35
Chapitre 7 – Secteurs	36
7.01 – But des secteurs	36
7.02 – Objectifs d'un secteur	36
7.03 – Composition d'un secteur	36
7.04 – Comité exécutif d'un secteur	36
7.05 – Rôle et tâches des présidentes ou présidents de secteur	37
7.06 – Réunions	37
7.07 – Déboursés d'un secteur	37
7.08 – Fonctionnement intersectoriel	37
Chapitre 8 – Comités	38
8.01 – Composition et mandats des comités	38
8.02 – Rôles et tâches des présidentes ou présidents de comités	39
8.03 – Dépenses des membres des comités	39
8.04 – Rencontre de coordination	39

Chapitre 9 – Équipe de formation	40
9.01 – Équipe de formation	40
Chapitre 10 – Conseil du secteur public	41
10.01 – Conseil du secteur public	41
10.02 – Conseil du secteur public spécial	41
10.03 – Pouvoirs et attributions	41
10.04 – Composition	42
10.05 – Calcul du nombre de délégué-es par syndicat	42
10.06 – Conditions d'accréditation et formalités	43
10.07 – Quorum	43
10.08 – Procès-verbaux et rapports	43
10.09 – Dépenses et salaires des délégué-es officiels	44
10.10 – Mandat et mot d'ordre	44
Chapitre 11 – Caucus du secteur public FEESP	45
11.01 – Caucus du secteur public FEESP	45
11.02 – Fonctions et attributions	45
11.03 – Dépenses et salaires des représentantes et représentants composant le caucus FEESP	45
11.04 – Formation des comités de négociation du secteur public	46
Chapitre 12 – Coordination des services	47
12.01 – Fonctions et attributions	47
12.02 – Équipe de travail	47
Chapitre 13 – Finances	48
13.01 – Cotisations et contributions	48
13.02 – Modifications au taux du <i>per capita</i>	48
13.03 – Inspection et vérification du paiement des <i>per capita</i>	48
13.04 – Comité de surveillance	49
13.05 – Rapport du comité de surveillance	49
13.06 – Accès aux documents relatifs aux finances	50
Chapitre 14 – Modifications aux statuts et règlements	51
14.01 – Statuts et règlements des syndicats affiliés	51
14.02 – Statuts et règlements de la Fédération	51
14.03 – Dissolution	51

Chapitre 1

Dispositions générales

1.01 – Nom

Une Fédération syndicale et professionnelle est constituée sous le nom de Fédération des employées et employés de services publics inc. (CSN).

1.02 – Siège social

Le siège social de la Fédération est établi au 1601, avenue De Lorimier, Montréal, province de Québec.

1.03 – Juridiction

La juridiction de la Fédération couvre les syndicats de salarié-es de la fonction publique, parapublique et péripublique qui sont au service d'un gouvernement, d'une agence, d'une corporation relevant d'un gouvernement, d'un organisme gouvernemental, d'une entreprise privée ou d'une compagnie de la Couronne. La détermination de la juridiction précitée ne modifie aucune juridiction accordée aux Fédérations par la CSN. En cas de conflit de juridiction, le cas est soumis à la Confédération des syndicats nationaux pour décision finale.

Les syndicats sont regroupés pour fins professionnelles en secteurs, soit :

- a) les salarié-es des collèges d'enseignement général et professionnel (CÉGEPs) dans le SECTEUR SOUTIEN CÉGEPs ;
- b) les salarié-es des centres de services scolaires et des commissions scolaires dans le SECTEUR SOUTIEN SCOLAIRE ;
- c) les salarié-es des entreprises de transport et toutes les catégories de camionneurs dans le SECTEUR TRANSPORT ;
- d) les salarié-es des entreprises de transport scolaire dans le SECTEUR TRANSPORT SCOLAIRE ;
- e) les salarié-es des corporations et services municipaux dans le SECTEUR MUNICIPAL ;
- f) les salarié-es des organismes gouvernementaux dans le SECTEUR DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ;
- g) les salarié-es des entreprises de services dans le MULTISECTORIEL ;
- h) les salarié-es œuvrant en sécurité, sécurité du public, incluant les services d'incendies et d'urgence, dans le SECTEUR SÉCURITÉ DU PUBLIC.

1.04 – Juridiction territoriale

La juridiction territoriale de la Fédération s'étend à tout le Canada.

1.05 – Caractère de la Fédération

La Fédération est une organisation syndicale de travailleuses et travailleurs. Elle est nationale, démocratique et libre.

La Fédération est affiliée à la Confédération des syndicats nationaux. La Fédération adhère à la déclaration de principe de la Confédération des syndicats nationaux.

Les politiques générales de la Fédération sont celles que déterminent le congrès et le conseil fédéral, suivant les pouvoirs respectifs que leur confèrent les présents statuts et règlements.

Pour ses activités, la Fédération se conforme aux dispositions des statuts et règlements de la Confédération des syndicats nationaux.

1.06 – But de la Fédération

La Fédération a pour but de promouvoir les intérêts professionnels, économiques, sociaux et politiques des syndicats affiliés ainsi que ceux de leurs membres, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grosseur, l'orientation sexuelle, l'état civil ou l'âge.

1.07 – Moyens d'atteindre ce but

Pour atteindre ce but, la Fédération se propose notamment :

- a) d'organiser de nouveaux syndicats ;
- b) de donner des services techniques et professionnels, entre autres dans la négociation et l'application des conventions collectives ;
- c) de promouvoir la formation syndicale et professionnelle ;
- d) de maintenir l'unité syndicale et professionnelle à l'intérieur de la Fédération et la favoriser sur tout le plan canadien de la fonction publique, parapublique et péripublique ;
- e) de promouvoir l'établissement d'une juste législation sociale et économique et, en particulier, l'élaboration et l'adoption d'une véritable législation du travail ;
- f) de favoriser et promouvoir la reconnaissance par toutes les personnes intéressées d'un véritable statut de la fonction publique, parapublique et péripublique ;
- g) d'obtenir la reconnaissance du droit d'association ainsi que celui de la négociation collective pour toutes les personnes qui travaillent ;

- h) de favoriser l'épanouissement, dans le grand public en général, d'un esprit véritablement positif et dynamique à l'égard des salarié-es de l'administration et de la fonction publique, parapublique et péripublique ;
- i) de considérer toute forme de harcèlement et de violence comme étant un manquement à l'éthique syndicale.

1.08 – Politique

La Fédération ne peut s'affilier, comme corps, à un parti politique fédéral, provincial ou municipal, mais elle peut prendre parti et action pour ou contre des mesures, des doctrines, des règlements et des lois qui affecteraient les droits syndicaux, les intérêts professionnels, économiques et sociaux de ses membres. Toutefois, la Fédération, dans l'intérêt des personnes qui travaillent, peut exercer une action de portée politique en ayant recours à des moyens comme les suivants :

- a) encourager la formation de comités d'action politique au sein de ses syndicats affiliés ;
- b) autoriser la présidence ou, en son absence, l'un des membres du comité exécutif, à faire des déclarations publiques d'ordre politique au nom de la Fédération, dans le cadre des décisions, des orientations et des politiques du congrès et du conseil fédéral ;
- c) exiger la démission de tout membre du comité exécutif et du bureau fédéral de son poste s'il veut s'engager, à titre personnel, dans la politique active ; cette démission n'entraîne pas cependant la perte du droit d'occuper toute autre fonction syndicale à l'intérieur d'un syndicat affilié.

Cependant, tout syndicat affilié est libre de prendre les attitudes politiques qu'il juge bonnes, pourvu qu'elles ne viennent pas à l'encontre des intérêts généraux de la Fédération.

1.09 – Organismes directeurs de la Fédération

En plus du congrès, les organismes directeurs de la Fédération sont les suivants : le comité exécutif, le bureau fédéral et le conseil fédéral.

1.10 – Règles de procédure

Pour les séances du congrès, du conseil fédéral, du conseil du secteur public, du bureau fédéral et du comité exécutif, la Fédération se conforme au Code des règles de procédure de la Confédération des syndicats nationaux, à moins de dispositions contraires prévues dans les présents statuts et règlements.

1.11 – Interprétation des règlements

En cas d'incompatibilité, les statuts et règlements de la Fédération prévalent sur ceux des syndicats et des secteurs.

1.12 – Suspension, radiation ou remplacement d'un membre du comité exécutif, du bureau fédéral, du comité de surveillance ou de tout autre comité

Tout membre du comité exécutif, du bureau fédéral, du comité de surveillance ou de tout autre comité de la Fédération peut être suspendu ou radié ou considéré comme ayant démissionné pour l'une des raisons suivantes :

- a) un préjudice grave causé à la Fédération ou à l'un de ses syndicats affiliés ;
- b) une absence à trois réunions consécutives du comité exécutif, du bureau fédéral, du comité de surveillance ou de tout autre comité, alors que la raison des absences n'est pas agréée, est considérée comme une démission automatique ;
- c) le refus d'accomplir les devoirs et obligations de sa charge.

Un membre du comité exécutif, du bureau fédéral, du comité de surveillance ou de tout autre comité visé par une démission automatique doit être avisé par lettre recommandée, au moins deux semaines avant la tenue de la réunion à laquelle sa démission est annoncée.

Un membre du comité exécutif, du bureau fédéral ou du comité de surveillance sujet à être suspendu doit être avisé par lettre recommandée au moins deux semaines avant la tenue de la réunion du conseil fédéral à laquelle sa suspension est proposée.

Pour les autres comités, un membre sujet à être suspendu doit être avisé par lettre recommandée au moins deux semaines avant la tenue de la réunion de l'instance à laquelle sa suspension est proposée.

La suspension est prononcée par le conseil fédéral à la suite d'un vote au scrutin secret d'au moins deux tiers des membres présents et formant quorum, à moins qu'il s'agisse d'un comité formé par une autre instance de la Fédération, auquel cas la même règle des deux tiers s'applique, mais à l'instance de qui relève le comité.

Le membre visé par une suspension ou une démission automatique a le droit de faire valoir sa défense devant l'instance appropriée. Cependant, s'il s'agit d'un membre du comité exécutif en libération syndicale, celle-ci peut être suspendue jusqu'à ce que le congrès statue définitivement sur son cas. La radiation d'un membre d'un comité doit être prononcée par le congrès.

Un membre suspendu peut être remplacé conformément à l'article 3.14 (Vacance). La remplaçante ou le remplaçant ainsi désigné a les mêmes pouvoirs, devoirs et obligations que le membre remplacé.

1.13 – Procédure exceptionnelle

Avec l'assentiment du comité exécutif et des personnes intéressées, lorsque les circonstances le justifient, la Fédération peut se porter signataire d'une convention collective.

1.14 – Distribution de documents

Toute forme de distribution de document ou autre objet sur les lieux où se tient une instance de la Fédération doit, au préalable, recevoir l'autorisation de la secrétaire générale ou du secrétaire général de la Fédération.

1.15 – Remboursement des frais par la Fédération

Tous les frais admissibles à un remboursement par la Fédération en vertu des présents statuts doivent être conformes aux politiques applicables de la Fédération.

Chapitre 2

Affiliation, désaffiliation ou radiation

2.01 – Affiliation

Les syndicats qui désirent adhérer à la Fédération doivent faire une demande écrite adressée au comité exécutif de la Fédération, accompagnée des pièces suivantes :

- a) une copie certifiée de la résolution de l'assemblée générale du syndicat demandant son affiliation à la Fédération ;
- b) un exemplaire des statuts et règlements du syndicat qui ne doivent contenir aucune disposition contraire aux statuts et règlements de la Fédération ;
- c) le nom des membres de leur comité exécutif ;
- d) l'état de leur effectif et, s'il y a lieu, le détail de leur effectif ;
- e) la déclaration que le syndicat a reçu les statuts et règlements de la Fédération et s'engage à y conformer son action ;
- f) tout syndicat affilié doit verser un droit d'entrée de cinq dollars.

À ces conditions, le comité exécutif peut, sans délai, prononcer l'affiliation et émettre en conséquence une lettre d'affiliation.

Un syndicat dont la demande d'affiliation est rejetée par le comité exécutif peut en appeler au bureau fédéral de la Fédération. La décision du bureau fédéral est définitive.

Chaque syndicat affilié forme une entité distincte. Aussi longtemps que son affiliation est maintenue, tout syndicat est tenu d'observer les statuts et règlements de la Fédération.

2.02 – Désaffiliation

Toute résolution de désaffiliation d'un syndicat de la Fédération doit être conforme aux statuts et règlements de la CSN.

Toute résolution de désaffiliation de la Fédération de la CSN doit être conforme aux statuts et règlements de la CSN.

2.03 – Suspension ou radiation

Les radiations, soit pour non-paiement de la cotisation fédérale, soit pour toute autre cause provenant de l'inobservance des statuts, sont prononcées par le congrès fédéral.

Toutefois, en cas d'infraction grave, le conseil fédéral peut prononcer la suspension du syndicat en cause jusqu'au jugement du congrès. La suspension a les mêmes effets que la radiation.

Les syndicats sont avisés par lettre recommandée au moins un mois à l'avance de la date de la séance du conseil fédéral où leur suspension est proposée.

Dans les cas d'urgence, le bureau fédéral a les mêmes pouvoirs que le conseil fédéral. Cependant, le syndicat conserve un droit d'appel à la séance suivante du conseil fédéral.

Les sommes versées par les syndicats démissionnaires, suspendus ou radiés, de même que les livres et papiers constituant leurs dossiers auprès de la Fédération, restent acquis à la Fédération et lesdits syndicats perdent tout droit sur les biens formant l'actif de la Fédération, sous réserve des contrats intervenus entre les parties.

Dans tous les cas où un syndicat est suspendu, radié ou se désaffilie de la Fédération, il doit verser à celle-ci la cotisation afférente aux trois mois qui suivent immédiatement la désaffiliation, la suspension ou la radiation.

Tout syndicat suspendu aux termes du présent article doit, pour être réinstallé par résolution (vote à la majorité simple) du conseil fédéral, avoir acquitté ses redevances, y compris les *per capita* couvrant les trois mois de suspension, ou avoir signé une entente de remboursement à cet effet. Tout syndicat de la Fédération qui a été suspendu ne peut, pendant le temps de cette pénalité, avoir le droit d'être représenté aux instances de la Fédération et recevoir les services professionnels de la Fédération.

Chapitre 3 Congrès fédéral

3.01 – Congrès fédéral régulier

La Fédération tient un congrès régulier tous les trois ans. Se réunissent ainsi en congrès les délégué-es des syndicats affiliés à la Fédération ainsi que les membres du bureau fédéral. Le congrès a lieu entre le 1^{er} avril et le 15 juin.

Cependant, le bureau fédéral a le pouvoir, quand les circonstances l'exigent dans l'intérêt des syndicats, de retarder ou d'avancer le congrès régulier.

En cas de force majeure ou de situation exceptionnelle, le bureau fédéral peut déterminer que le congrès se tiendra en mode virtuel.

3.02 – Congrès fédéral spécial

Le bureau fédéral peut convoquer sur avis d'au moins 15 jours un congrès spécial ayant la même autorité qu'un congrès régulier pour discuter et disposer de tout sujet urgent et d'intérêt général qu'il juge à propos de mettre à l'ordre du jour. Il fixe les dates d'ouverture et de clôture du congrès spécial ainsi que l'endroit où il sera tenu. La convocation du congrès spécial doit indiquer les sujets qui seront à l'ordre du jour.

En cas de force majeure ou de situation exceptionnelle, le bureau fédéral peut déterminer que le congrès spécial se tiendra en mode virtuel.

3.03 – Pouvoirs et attributions

Le congrès fédéral est l'autorité souveraine de la Fédération. Il a les pouvoirs les plus étendus pour prendre toute décision et donner toute directive touchant la bonne marche de la Fédération. Parmi ses pouvoirs, en plus de ceux dévolus au conseil fédéral, il a les suivants :

- a) déterminer l'orientation idéologique de la Fédération et les grandes lignes de ses politiques générales ;
- b) amender les statuts et règlements de la Fédération ;
- c) recevoir à titre d'information le compte rendu des travaux du comité exécutif et du bureau fédéral depuis le congrès précédent ;
- d) disposer des suspensions et statuer définitivement sur les radiations ;
- e) élire les membres du comité exécutif et les présidences et les membres des comités ;
- f) ratifier l'élection des présidences des secteurs membres du bureau fédéral ;
- g) déterminer le *per capita* à être versé à la Fédération ;
- h) adopter les états financiers de l'exercice terminé et adopter le budget triennal.

3.04 – Composition

Le congrès de la Fédération est composé des délégué-es officiels dûment accrédités de chaque syndicat affilié à la Fédération. Le nombre de délégué-es officiels de chaque syndicat est déterminé en fonction du nombre de membres du syndicat, selon le tableau suivant :

1 à 99 membres :	1 délégué-e
100 à 299 membres :	2 délégué-es
300 à 499 membres :	3 délégué-es
500 à 699 membres :	4 délégué-es
700 à 899 membres :	5 délégué-es
900 à 1099 membres :	6 délégué-es
1100 à 1299 membres :	7 délégué-es
1300 à 1499 membres :	8 délégué-es
1500 à 1699 membres :	9 délégué-es
1700 à 1899 membres :	10 délégué-es
1900 à 2099 membres :	11 délégué-es, etc.

Les membres du comité exécutif et du bureau fédéral ont droit d'assister au congrès avec tous les privilèges des délégué-es officiels. Ils remplissent leur charge respective et sont rééligibles à l'une ou l'autre des charges du comité exécutif et du bureau fédéral, du moment qu'ils restent membres cotisants d'un syndicat en règle avec la Fédération. Ils ont droit de se faire rembourser par la Fédération les frais encourus pour leur participation au congrès.

Une ou un salarié-e de la Fédération doit, si elle ou il est élu-e, cesser d'occuper un poste de salarié-e du mouvement et cela, pour la durée de son mandat.

3.05 – Calcul du nombre de délégué-es par syndicat

La personne au secrétariat général de la Fédération détermine, en collaboration avec celle à la trésorerie, le nombre de délégué-es auquel a droit chaque syndicat. Ce nombre est basé sur le nombre de membres en règle du syndicat. Le nombre de délégué-es officiels auquel un syndicat a droit est calculé en faisant la moyenne des membres des 12 derniers mois précédant la date de référence.

La date de référence pour ce calcul est le troisième mois précédant le mois de la tenue du congrès.

Dans le cas où un syndicat perçoit des cotisations pour une période inférieure à 12 mois, on calcule la moyenne des membres cotisants durant le nombre de mois pendant lesquels ce syndicat a perçu des cotisations.

Dans les cas où un syndicat a vécu une grève ou un lock-out pendant une partie ou toute la période de 12 mois, le calcul se fera en prenant comme base les cotisations payées pendant la période de trois mois la plus rapprochée de la date de référence pour le calcul des délégations.

Aux fins de représentation au congrès, on compte dans l'effectif d'un syndicat les membres et les salarié-es qui, sans être membres, lui versent une contribution équivalente à la cotisation syndicale régulière en vertu d'un régime particulier de sécurité syndicale, mais aucun de ces salarié-es ne peut être délégué à un congrès.

3.06 – Conditions d'accréditation et formalités

Tout délégué-e officiel doit provenir d'un syndicat local, c'est-à-dire être membre cotisant d'un syndicat en règle avec les organisations de la CSN et avoir un lien d'emploi avec l'employeur que l'accréditation du syndicat couvre.

Les membres du comité exécutif et du bureau fédéral de la Fédération sont délégués d'office, conformément au deuxième paragraphe de l'article 3.04.

Pour avoir droit d'envoyer une ou un délégué-e au congrès de la Fédération, un nouveau syndicat doit adresser sa demande d'affiliation un mois avant le congrès à la secrétaire générale ou au secrétaire général de la Fédération afin d'être affilié avant le congrès.

Pour avoir droit d'être représenté officiellement à un congrès régulier ou spécial, un syndicat doit avoir acquitté ses redevances et *per capita* aux organisations de la CSN (et au secteur, s'il y a lieu), pour la période antérieure au sixième mois de ladite instance, à moins qu'une entente de remboursement pour ces redevances et *per capita* ne soit intervenue entre les parties.

La secrétaire générale ou le secrétaire général émet les lettres d'accréditation en conséquence.

Quant aux syndicats affiliés qui, à cette date, ont des *per capita* ou redevances en souffrance aux organisations de la CSN, des lettres de créance conditionnelles leur sont émises, mais elles ne valent que si elles sont acceptées par le comité des lettres de créance et le congrès.

Les frais d'inscription au congrès sont fixés par le bureau fédéral et servent à rembourser en partie les dépenses et salaires des délégué-es officiels des syndicats de 70 membres cotisants et moins ainsi que les syndicats provenant des Îles-de-la-Madeleine affiliés à la Fédération et présents au congrès. Pour y avoir droit, ceux-ci doivent répondre aux conditions prévues à la réglementation. Toutefois, les syndicats en grève, en lock-out ou en fermeture d'entreprise durant le congrès, de même que les syndicats de 70 membres cotisants et moins qui reçoivent l'aide aux petits syndicats, ne paient pas de frais d'inscription.

L'accréditation des délégué-es officiels prend fin au plus tard à 18 h la deuxième journée précédant celle qui clôture le congrès.

Tout délégué-e officiel au congrès qui ne peut assister à l'une ou plusieurs séances de ce congrès peut être remplacé par une ou un substitut muni d'une lettre de créance et désigné au préalable par le syndicat qu'il représente. Cette lettre de créance n'est valable que pour la durée de cette réunion.

3.07 – Comités du congrès

Le bureau fédéral désigne au moins un mois avant la date d'ouverture du congrès les membres des comités suivants :

- a) Comité des lettres de créance
- b) Comité des propositions
- c) Comité des statuts et règlements
- d) Comité de l'aide aux petits syndicats
- e) Comité du rapport de synthèse des ateliers
- f) Comité des questions de privilège

Ces comités sont composés d'au moins trois membres. Ils se réunissent si nécessaire avant la date d'ouverture du congrès de la Fédération, à l'exception du comité des lettres de créance qui doit se réunir dans les 10 jours précédant la date d'ouverture du congrès.

De même, le bureau fédéral nomme les présidentes ou présidents et secrétaires des ateliers du congrès.

Le congrès peut former autant de comités qu'il le juge à propos.

3.08 – Documents envoyés à l'avance

Le bureau fédéral procède à l'organisation des réunions régionales précongrès, s'il y a lieu, qui ont pour objectif d'informer les syndicats des principaux sujets dont ils seront saisis en congrès.

La Fédération fait parvenir à tous les syndicats affiliés un document précongrès résumant les principaux sujets qui seront débattus en congrès.

3.09 – Propositions soumises par les syndicats affiliés

Toutes les propositions transmises par les syndicats affiliés sont acheminées au comité des propositions. Ces propositions doivent parvenir au secrétariat général de la Fédération au moins six semaines avant la date d'ouverture du congrès.

Une proposition qui n'a pas été envoyée à temps au comité des propositions peut être soumise directement au congrès. Dans ce cas, par un vote des deux tiers, le congrès

peut, s'il estime qu'il y a urgence, transmettre au comité des propositions une proposition en retard. Le comité siège immédiatement et fait rapport au congrès de ses recommandations.

3.10 – Accréditation des délégué-es

Dès le début de la première séance régulière du congrès, le comité des lettres de créance soumet un rapport en deux parties :

- a) Le nom des délégué-es dont l'accréditation n'est entachée d'aucune irrégularité et le nom du syndicat qu'ils représentent ;
- b) Le nom des syndicats et des délégué-es dont la lettre de créance paraît entachée d'irrégularités.

Le congrès dispose de la première partie du rapport du comité des lettres de créance et lui retourne la deuxième partie pour plus ample étude et consultation des personnes intéressées.

Au début de chaque séance régulière du congrès, le comité des lettres de créance présente un nouveau rapport sur les cas qui ont été régularisés et ainsi de suite jusqu'au rapport final.

Le rapport final de l'accréditation des délégué-es officiels doit être présenté au congrès dès l'ouverture de la séance qui suit la fin des accréditations officielles.

Tout délégué-e officiel doit être membre cotisant du syndicat qu'il représente.

Les délégué-es dont la lettre de créance n'a pas encore été approuvée par le congrès peuvent assister aux séances en qualité de délégué-es fraternels. Ils peuvent également, après avoir obtenu l'autorisation de la présidence, exprimer leur avis. Les délégué-es fraternels n'ont pas droit de vote.

3.11 – Quorum

Le quorum du congrès est formé de la majorité des délégué-es officiels inscrits au congrès et représentant au moins 15 % des syndicats affiliés.

3.12 – Vote

Une ou un délégué-e officiel n'a droit qu'à un vote.

Un vote à scrutin secret peut être un vote électronique. Si cette option est retenue, la présidente ou le président et la secrétaire ou le secrétaire des élections organisent le déroulement de ce vote et prévoient la plateforme numérique sécurisée pour l'effectuer.

3.13 – Élections

a) Comité exécutif

Une déclaration de candidature officielle est instituée pour les délégué-es officiels et les salarié-es de la Fédération qui désirent se présenter à l'un des postes du comité exécutif de la Fédération.

La candidate ou le candidat doit remplir et signer un formulaire préparé à cette fin par la Fédération et le faire contresigner par cinq délégué-es officiels dûment accrédités. Ce formulaire doit être remis à la secrétaire ou au secrétaire des élections au plus tard à l'ajournement de la deuxième journée précédant celle qui clôture le congrès.

La candidate ou le candidat doit déclarer expressément auquel des postes suivants elle ou il pose sa candidature : présidence, première vice-présidence, deuxième vice-présidence, vice-présidence-trésorerie ou secrétariat général.

Les candidatures aux différents postes sont exclusives, en ce sens qu'une candidate ou un candidat à l'un de ces postes ne peut être candidat à un autre poste du comité exécutif.

La secrétaire ou le secrétaire des élections remet à la présidence des élections les formulaires reçus dans les conditions et délais prescrits. Seuls les candidates ou les candidats ayant dûment rempli le formulaire de déclaration de candidature peuvent être mis en nomination lors des élections. La liste des candidates et des candidats aux postes électifs de la Fédération est distribuée aux délégué-es dès le lendemain de la fin de la période de dépôt des bulletins de mise en candidature, donnant un minimum d'informations sur le statut de chacune des personnes candidates (curriculum syndical).

Le vote est secret et tous les délégué-es officiels, sans exception, ont droit de vote.

Les candidates ou les candidats sont élus à la majorité absolue des voix. À défaut de majorité absolue, à chaque tour de scrutin, la candidate ou le candidat ayant reçu le moins de votes est éliminé pour le prochain tour.

b) Bureau fédéral

1- Comités

Les présidences des comités de formation et de vie syndicale, de la condition féminine et de santé-sécurité-environnement sont élues par l'ensemble des délégué-es officiels présents au congrès.

Tout délégué-e officiel est éligible à la présidence du comité de formation et de vie syndicale et du comité de santé-sécurité-environnement. Les militantes déléguées officielles seulement sont éligibles à la présidence du comité de la condition féminine. Toutefois, dans tous les cas, ces candidates ou candidats ne doivent pas occuper de poste au comité exécutif ou à la présidence d'un secteur.

Une déclaration de candidature officielle est prévue pour les délégué-es officiels qui désirent se présenter à la présidence d'un comité. La candidate ou le candidat à la présidence d'un comité doit remplir et signer un formulaire préparé à cette fin par la Fédération et le faire contresigner par cinq délégué-es officiels dûment accrédités. Ce formulaire doit être distinct de ceux prévus pour les mises en candidature aux postes du comité exécutif et aux présidences de secteurs. La procédure d'élection prévue pour le comité exécutif s'applique pour les présidences de comités.

2- Secteurs

Les présidences des secteurs sont élues par les délégué-es officiels de chaque secteur à l'occasion du congrès de la Fédération.

Chaque secteur élit une personne pour le représenter au bureau fédéral. Les mises en nomination sont faites par les délégué-es du secteur visé. Tout délégué-e officiel en provenance du secteur concerné est éligible à la présidence du secteur, sauf s'il est élu à un poste au comité exécutif ou à la présidence d'un comité.

Les élections des présidences de secteurs doivent être ratifiées par le congrès. En cas de non-ratification par le congrès, le conseil fédéral suivant le congrès procède à l'élection des postes non ratifiés. Toutefois, le bureau fédéral pourra entériner l'élection d'un de ses membres si celle-ci est conforme à la procédure prévue à l'article 3.14.

Une déclaration de candidature officielle est prévue pour les délégué-es officiels qui désirent se présenter à la présidence d'un secteur. La candidate ou le candidat doit nécessairement provenir d'un syndicat du secteur pour lequel elle ou il pose sa candidature à la présidence. La candidate ou le candidat à la présidence d'un secteur doit remplir et signer un formulaire préparé à cette fin par la Fédération. Le formulaire doit être contresigné par cinq délégué-es officiels dûment accrédités du secteur visé. Ce formulaire doit être distinct de ceux prévus pour les mises en candidature aux postes du comité exécutif et aux présidences de comités. La procédure d'élection prévue pour le comité exécutif s'applique pour les présidences de secteurs.

En cas d'élection, les membres du bureau fédéral n'ont droit de vote qu'au secteur où ils se présentent ou qu'ils représentent.

c) Élections

Un membre du comité exécutif ou du bureau fédéral qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, ne répond plus en cours de mandat aux conditions prévues à l'article 3.06 des présents statuts et règlements, peut terminer son mandat, et ce, de façon exceptionnelle sur recommandation du comité exécutif au bureau fédéral. La décision du bureau fédéral est entérinée par le conseil fédéral suivant.

3.14 – Vacance

- a) Tout poste vacant au sein du comité exécutif ou d'un comité de la Fédération est pourvu par le conseil fédéral à la réunion suivant cette vacance. Les élections se font selon la procédure prévue pour le congrès, sauf la fin des mises en candidature et des accréditations des délégué-es officiels qui doit se faire à l'ajournement du midi de la journée précédant la clôture du conseil.

Advenant le cas d'une absence pour une durée indéterminée d'une personne membre du comité exécutif, celui-ci évalue la nécessité de procéder au remplacement de cette vacance temporaire. Si le remplacement doit être effectué, le bureau fédéral procède à la nomination de la personne remplaçante pour la durée de l'absence.

- b) Tout poste vacant à la présidence d'un secteur peut être pourvu par le conseil fédéral à la réunion suivant cette vacance ou selon la procédure prévue ci-après :
1. Les syndicats du secteur concerné doivent être dûment convoqués ;
 2. La présence de 15 % des syndicats est requise ;
 3. Un bulletin de mise en candidature conforme doit être déposé ;
 4. La présence d'un membre du comité exécutif de la Fédération est requise ;
 5. Le bureau fédéral entérine l'élection et le conseil fédéral ratifie celle-ci.

La personne élue termine le mandat de la dirigeante ou du dirigeant qu'elle remplace.

3.15 – Présence du comité exécutif de la CSN

Les membres du comité exécutif de la Confédération des syndicats nationaux ou la personne autorisée les représentant peut assister aux séances du congrès et exprimer son avis sur les questions relevant de sa compétence. Cependant, elle n'a pas droit de vote.

3.16 – Procès-verbal

La secrétaire générale ou le secrétaire général ou secrétaire d'assemblée de la Fédération rédige le procès-verbal du congrès. Elle ou il transmet une copie de ce procès-verbal dans des délais raisonnables aux syndicats affiliés à la Fédération.

Chapitre 4

Comité exécutif

4.01 – Composition

Le comité exécutif de la Fédération est composé de la présidence, de la première vice-présidence, de la deuxième vice-présidence, de la vice-présidence-trésorerie et du secrétariat général.

4.02 – Quorum

Le quorum du comité exécutif est constitué de la majorité de ses membres.

4.03 – Réunions

Le comité exécutif se réunit au besoin sur convocation de la présidence, mais au moins deux fois par mois, à l'exception des mois de juillet et août.

Les personnes coordonnatrices sont invitées à assister aux réunions (avec droit de parole, mais sans droit de vote).

Exceptionnellement, lorsque les circonstances l'exigent, le comité exécutif peut tenir sa réunion par conférence téléphonique ou sur une plateforme virtuelle et un procès-verbal officiel en découlera.

4.04 – Vacance au comité exécutif

Si un poste au comité exécutif est vacant, la présidence peut, jusqu'à ce que le poste ait été pourvu, proposer ou appuyer des résolutions lors des délibérations du comité exécutif.

4.05 – Pouvoirs et attributions

Le comité exécutif a les responsabilités suivantes :

- a) donner suite aux décisions du congrès, du conseil fédéral et du bureau fédéral ;
- b) prononcer les affiliations ;
- c) expédier les affaires courantes de la Fédération dans les limites du budget approuvé par le congrès ;
- d) préparer un budget triennal ;
- e) gérer les ressources humaines de la Fédération ;
- f) élaborer la politique de gestion des ressources humaines ;
- g) négocier au nom de la Fédération la convention collective des salarié-es, laquelle convention doit être ratifiée par le conseil fédéral ou par le congrès ;

- h) faire au bureau fédéral et au conseil fédéral les recommandations et suggestions qu'il trouve utiles ;
- i) superviser et coordonner les activités des membres des comités de la Fédération ;
- j) décider si la Fédération appuie un syndicat affilié qui demande son assistance dans un conflit ; cette décision peut faire l'objet d'un appel au bureau fédéral ou au conseil fédéral ou aux deux ;
- k) faire rapport de ses activités au bureau fédéral, au conseil fédéral et au congrès ;
- l) représenter la Fédération ;
- m) déterminer la dirigeante ou le dirigeant du comité exécutif qui devra assumer la responsabilité de la négociation du secteur public.

4.06 – Procès-verbaux et rapports

La secrétaire générale ou le secrétaire général de la Fédération rédige le procès-verbal de chacune des réunions du comité exécutif. Elle ou il transmet ces procès-verbaux au bureau fédéral. Les membres du conseil fédéral et les syndicats affiliés peuvent en prendre connaissance.

4.07 – Dépenses

Les dépenses et les salaires, s'il y a lieu, des membres du comité exécutif sont remboursés par la Fédération selon les normes déterminées par règlement.

4.08 – Durée du mandat

La durée du mandat des membres du comité exécutif de la Fédération expire la huitième journée qui suit le congrès où les personnes qui leur ont succédé ont été nommées. Cependant, dans le cas où la dirigeante ou le dirigeant était libéré à plein temps, sa libération se poursuit pour une période maximale d'un mois suivant la fin du congrès.

4.09 – Responsabilités de la présidente ou du président de la Fédération

Le mandat de la présidente ou du président comprend les responsabilités décrites au présent article et celles qui apparaissent dans d'autres dispositions des présents statuts et règlements.

Les fonctions de la présidente ou du président sont les suivantes :

- a) convoquer et présider les assemblées du comité exécutif, du bureau fédéral, du conseil fédéral et du congrès ;
- b) envoyer, si nécessaire, les avis de convocation ;
- c) voir à la bonne marche de la Fédération ;

- d) représenter la Fédération officiellement selon les décisions prises par le comité exécutif et les mandats des autres instances de la Fédération ;
- e) confier, s'il y a lieu, à d'autres membres du comité exécutif une partie de ses responsabilités en donnant les directives appropriées ;
- f) voir à ce que chacun des membres du comité exécutif et du bureau fédéral remplisse avec soin les devoirs de sa charge ;
- g) être l'une des personnes signataires des documents officiels et des chèques de la Fédération ;
- h) voter en cas d'égalité des voix ;
- i) faire partie, *ex officio*, de tous les comités ;
- j) transmettre à la fin de son mandat à la personne qui lui succède toutes les propriétés de la Fédération qui sont sous sa garde ;
- k) assumer la responsabilité des relations avec les médias.

4.10 – Responsabilités de la première vice-présidente ou du premier vice-président de la Fédération

Le mandat de la première vice-présidente ou du premier vice-président comprend les responsabilités décrites au présent article et celles qui apparaissent dans d'autres dispositions des présents statuts et règlements de la Fédération.

Les fonctions de la première vice-présidente ou du premier vice-président sont les suivantes :

- a) exercer, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de la présidente ou du président, tous les pouvoirs et prérogatives de cette dernière. En l'absence des deux, le comité exécutif désigne la remplaçante ou le remplaçant ;
- b) assumer toutes les autres responsabilités qui lui sont confiées par le congrès, le conseil fédéral, le bureau fédéral, le comité exécutif et la présidente ou le président de la Fédération ;
- c) signer conjointement les chèques avec la présidente ou le président ou la vice-présidente-trésorière ou le vice-président-trésorier en l'absence de l'une de ces personnes ;
- d) transmettre à la fin de son mandat à la personne qui lui succède toutes les propriétés de la Fédération qui sont sous sa garde.

4.11 – Responsabilités de la deuxième vice-présidente ou du deuxième vice-président de la Fédération

Le mandat de la deuxième vice-présidente ou du deuxième vice-président comprend les responsabilités décrites au présent article et celles qui apparaissent dans d'autres dispositions des présents statuts et règlements de la Fédération.

Les fonctions de la deuxième vice-présidente ou du deuxième vice-président sont les suivantes :

- a) assumer toutes les autres responsabilités qui lui sont confiées par le congrès, le conseil fédéral, le bureau fédéral, le comité exécutif et la présidente ou le président de la Fédération ;
- b) signer conjointement les chèques avec la présidente ou le président ou la vice-présidente-trésorière ou le vice-président-trésorier en l'absence de l'une de ces personnes ;
- c) transmettre à la fin de son mandat à la personne qui lui succède toutes les propriétés de la Fédération qui sont sous sa garde.

4.12 – Responsabilités de la vice-présidente-trésorière ou du vice-président-trésorier de la Fédération

Le mandat de la vice-présidente-trésorière ou du vice-président-trésorier comprend les responsabilités décrites au présent article et celles qui apparaissent dans d'autres dispositions des présents statuts et règlements.

Les fonctions de la vice-présidente-trésorière ou du vice-président-trésorier sont les suivantes :

- a) assumer la responsabilité de la trésorerie de la Fédération ; en ce sens, le personnel de ce service relève de son autorité dans l'exercice de ses fonctions ;
- b) assumer la responsabilité du service de la comptabilité et de l'administration des bureaux de la Fédération ;
- c) assumer la responsabilité de la perception des *per capita*, contributions et autres redevances à la Fédération ;
- d) s'assurer du paiement des dépenses autorisées, de la tenue du livre des *per capita* et contributions et du livre de caisse ;
- e) répondre au congrès de l'administration financière et de la gestion des biens de la Fédération ;
- f) présenter un rapport financier semestriel au bureau fédéral, de 18 mois au conseil fédéral et triennal au congrès. Ce rapport financier triennal doit être vérifié par une ou plusieurs vérificatrices ou vérificateurs, membres d'une association reconnue de comptables, choisie par le comité exécutif et entérinée par le bureau fédéral ;
- g) amorcer la préparation du budget triennal ;
- h) signer les chèques conjointement avec la présidente ou le président, ou en son absence, avec la première vice-présidence ou la deuxième vice-présidence ;
- i) donner accès aux livres à chaque réunion du congrès, du conseil fédéral, du bureau fédéral ou du comité exécutif ;

- j) fournir comme cautionnement une police de garantie dont les primes sont payées par la Fédération ;
- k) assumer la responsabilité de l'exercice financier de la Fédération qui débute le 1^{er} janvier d'une année et se termine le dernier jour de décembre trois ans plus tard ;
- l) transmettre à la fin de son mandat à la personne qui lui succède toutes les propriétés de la Fédération qui sont sous sa garde.

4.13 – Responsabilités de la secrétaire générale ou du secrétaire général de la Fédération

Le mandat de la secrétaire générale ou du secrétaire général comprend les responsabilités décrites au présent article et celles qui apparaissent dans d'autres dispositions des présents statuts et règlements.

Les fonctions de la secrétaire générale ou du secrétaire général sont les suivantes :

- a) assumer la responsabilité du secrétariat de la Fédération et en particulier des procès-verbaux du congrès, du conseil fédéral, du bureau fédéral et du comité exécutif ;
- b) expédier la correspondance incombant à sa charge ;
- c) envoyer les avis de convocation pour le congrès, le conseil fédéral, le bureau fédéral et le comité exécutif ;
- d) assumer la responsabilité des politiques et outils d'information de la Fédération ;
- e) signer les procès-verbaux avec la présidente ou le président ;
- f) faire lecture de tous les documents qui doivent être communiqués aux réunions du congrès, du conseil fédéral, du bureau fédéral ou du comité exécutif ;
- g) donner accès au livre des procès-verbaux à tout délégué-e qui, aux réunions, désire en prendre connaissance ;
- h) transmettre à la fin de son mandat à la personne qui lui succède toutes les propriétés de la Fédération qui sont sous sa garde.

Chapitre 5

Bureau fédéral

5.01 – Composition

Le bureau fédéral est composé :

- a) des membres du comité exécutif, au nombre de cinq ;
- b) de la présidente ou du président de chacun des secteurs : municipal, transport, transport scolaire, soutien cégeps, soutien scolaire, organismes gouvernementaux, multisectoriel et sécurité du public, au nombre de huit ;
- c) de la présidente ou du président de chacun des trois comités : formation et vie syndicale, condition féminine et santé-sécurité-environnement.

5.02 – Vacance

En l'absence d'une présidence de secteur ou de comité, le comité exécutif peut autoriser une dirigeante ou un dirigeant du secteur ou du comité à siéger au bureau fédéral sans droit de vote et sans faire partie du décompte pour le quorum.

Tout secteur ou comité dont le poste à la présidence est vacant peut faire la demande à l'exécutif de la Fédération de déléguer au bureau fédéral une remplaçante ou un remplaçant provenant de l'exécutif du secteur ou du comité jusqu'à ce que le poste soit pourvu. Le bureau fédéral entérine la recommandation de l'exécutif et dans ce cas la personne ainsi nommée siège à titre de déléguée officielle représentant le secteur ou le comité visé.

5.03 – Quorum

Le quorum du bureau fédéral est constitué de neuf de ses membres. Le quorum diminue à huit membres s'il y a au moins deux postes vacants à la présidence de secteurs ou de comités.

5.04 – Réunions

Le bureau fédéral se réunit au moins quatre fois par année à une date fixée par le comité exécutif. Il peut cependant se réunir aussi souvent que l'intérêt de la Fédération l'exige, soit sur convocation de la présidente ou du président ou sur demande écrite de cinq de ses membres adressée à la présidente ou au président ou à la secrétaire générale ou au secrétaire général de la Fédération.

Les personnes coordonnatrices et la déléguée syndicale ou le délégué syndical sont invités à assister aux réunions (avec droit de parole, mais sans droit de vote).

Exceptionnellement, lorsque les circonstances l'exigent, le bureau fédéral peut tenir sa réunion par conférence téléphonique ou sur une plateforme virtuelle et un procès-verbal officiel en découlera.

5.05 – Pouvoirs et attributions

Le bureau fédéral a les responsabilités suivantes :

- a) surveiller et contribuer à la réalisation des mémoires de la Fédération dans le cadre de l'orientation et des politiques générales de la Fédération ;
- b) exécuter les mandats qui lui sont confiés par le congrès ou le conseil fédéral ;
- c) étudier toute question que lui soumet le comité exécutif ou le conseil fédéral et formuler ses recommandations ;
- d) obtenir rapport des activités du comité exécutif et tous les renseignements sur la situation de la Fédération ;
- e) faire des recommandations au comité exécutif et au conseil fédéral ;
- f) donner des directives pour l'expédition des affaires courantes, s'il juge que cette intervention est nécessaire ;
- g) examiner les rapports sur les services, en discuter et faire au conseil fédéral les recommandations qui s'imposent ;
- h) recevoir les états financiers annuels et semestriels de la Fédération et disposer du rapport du comité de surveillance ;
- i) recevoir les états financiers des secteurs concernés et disposer du rapport du comité de surveillance ;
- j) répondre au congrès de l'application du budget ;
- k) faire rapport au congrès de ses activités ;
- l) assurer la présence de la Fédération auprès des syndicats ;
- m) s'assurer que les syndicats affiliés à la Fédération reçoivent les services techniques et professionnels requis ; ces services doivent être fournis, selon le cas, soit directement par la Fédération, soit par entente de services avec une autre organisation affiliée à la CSN ;
- n) approuver la convention collective des salarié-es de la Fédération ;
- o) assister, au besoin, les syndicats dans la recherche et l'application des solutions les plus appropriées aux problèmes qui surgissent sur le plan local et qui requièrent une action syndicale à ce niveau ;
- p) nommer la délégation au conseil confédéral et au congrès de la CSN et procéder à la nomination des délégué-es de la Fédération appelés à siéger à tout autre comité ;
- q) créer ou abolir des postes à l'intérieur des prévisions budgétaires, et ce, de façon à assurer la bonne marche de la Fédération ;

- r) rencontrer au besoin l'équipe de travail de la Fédération ;
- s) discuter des litiges émanant de l'équipe de travail et prendre les décisions en conséquence ;
- t) exercer tout autre pouvoir mentionné expressément à son sujet par les statuts et règlements de la Fédération ;
- u) entériner la nomination de la ou des personnes coordonnatrices des services choisies par l'équipe de travail ;
- v) répartir les syndicats par secteur d'activité ; cependant, un syndicat peut en appeler de la décision du bureau soit à un conseil fédéral ou au congrès ;
- w) nommer les personnes qui siègent aux comités et associations sectorielles ;
- x) nommer les personnes qui agiront à titre de présidente ou président et secrétaire d'élection dans le cadre du congrès et/ou du conseil fédéral ;
- y) agir à titre de comité précongrès dans le cadre de la préparation du congrès ;
- z) sur recommandation du comité exécutif, autoriser un membre du comité exécutif ou du bureau fédéral à terminer son mandat, et ce, de façon exceptionnelle même s'il ne répond plus aux conditions prévues à l'article 3.06 des présents statuts et règlements.

5.06 – Procès-verbaux et rapports

La secrétaire générale ou le secrétaire général rédige le procès-verbal des réunions du bureau fédéral. Elle ou il transmet régulièrement au conseil fédéral un rapport des principales décisions du bureau fédéral.

Les membres du conseil fédéral et les syndicats affiliés à la Fédération qui en font la demande peuvent prendre connaissance des procès-verbaux du bureau fédéral.

5.07 – Dépenses des délégué-es du bureau fédéral

Les dépenses et les salaires, s'il y a lieu, des délégué-es aux réunions du bureau fédéral sont remboursés par la Fédération, selon les normes déterminées par règlement.

Chapitre 6

Conseil fédéral

6.01 – Conseil fédéral

Le conseil fédéral se réunit une fois entre les congrès à une date fixée par le bureau fédéral. Des réunions spéciales peuvent être convoquées par le comité exécutif ou par le bureau fédéral ou par 25 délégué-es représentant au moins 25 syndicats. Une réunion spéciale ainsi demandée doit être tenue dans un délai d'un mois après réception d'une telle demande. Cette demande est adressée à la secrétaire générale ou au secrétaire général de la Fédération et doit indiquer les motifs de la convocation.

En cas de force majeure ou de situation exceptionnelle, le bureau fédéral peut déterminer que le conseil fédéral ou le conseil fédéral spécial se tiendra en mode virtuel.

6.02 – Pouvoirs et attributions

Le conseil fédéral est l'autorité suprême de la Fédération entre les congrès.

Ses responsabilités sont les suivantes :

- a) contribuer au développement de l'orientation idéologique et des politiques générales selon la ligne des décisions du congrès ;
- b) assumer entre les congrès la direction générale de la Fédération selon les exigences des circonstances et, également, défendre les intérêts généraux des travailleuses et travailleurs ;
- c) exécuter les mandats qui lui sont confiés par le congrès et conformer son action aux décisions de ce dernier ;
- d) disposer du rapport du comité exécutif et exiger des renseignements sur la situation de la Fédération ;
- e) s'assurer que le comité exécutif et le bureau fédéral exécutent les mandats qui leur sont confiés et que les décisions du congrès sont appliquées, et prendre s'il y a lieu toute décision qui s'impose pour atteindre ces fins ;
- f) former les commissions ou comités qu'il juge utiles, définir leur mandat et disposer de leurs rapports ;
- g) entériner la recommandation du bureau fédéral sur la convention collective des salarié-es de la Fédération ;
- h) adopter les états financiers de 18 mois de la Fédération ;
- i) autoriser toute modification nécessaire au budget adopté par le congrès, après un vote des deux tiers des délégué-es ;
- j) autoriser toute modification ou tout virement de crédit nécessaire au budget adopté par le congrès ;

- k) exercer tout pouvoir mentionné expressément à son sujet dans les statuts et règlements de la Fédération ;
- l) prononcer les suspensions et la levée des suspensions ;
- m) contracter des emprunts au nom de la Fédération pour honorer les obligations des postes prévues au budget ;
- n) élire un membre du comité exécutif, d'un comité ou la présidence d'un secteur en cas de vacance entre les congrès selon les articles 3.12 et 3.14 des présents statuts et règlements ;
- o) entériner la décision du bureau fédéral à l'effet d'autoriser un membre du comité exécutif ou du bureau fédéral à terminer son mandat, et ce, de façon exceptionnelle même s'il ne répond plus aux conditions prévues à l'article 3.06 des présents statuts et règlements.

6.03 – Composition

Le conseil fédéral est composé :

- a) des membres du bureau fédéral ;
- b) des délégué-es officiels dûment accrédités de chaque syndicat affilié à la Fédération.

Le nombre de délégué-es officiels de chaque syndicat est déterminé en fonction du nombre de membres du syndicat, selon le tableau suivant :

1 à 99 membres :	1 délégué-e
100 à 299 membres :	2 délégué-es
300 à 499 membres :	3 délégué-es
500 à 699 membres :	4 délégué-es
700 à 899 membres :	5 délégué-es
900 à 1099 membres :	6 délégué-es
1100 à 1299 membres :	7 délégué-es
1300 à 1499 membres :	8 délégué-es
1500 à 1699 membres :	9 délégué-es
1700 à 1899 membres :	10 délégué-es
1900 à 2099 membres :	11 délégué-es, etc.

6.04 – Calcul du nombre de délégué-es par syndicat

Le nombre de délégué-es officiels auquel un syndicat a droit est calculé en faisant la moyenne des membres des 12 derniers mois précédant la date de référence.

La date de référence pour ce calcul est le troisième mois précédant le mois de la tenue du conseil.

Dans le cas où un syndicat perçoit des cotisations pour une période inférieure à 12 mois, on calcule la moyenne des membres cotisants durant le nombre de mois pendant lesquels ce syndicat a perçu des cotisations.

Dans les cas où un syndicat a vécu une grève ou un lock-out pendant une partie ou toute la période de 12 mois, le calcul se fera en prenant comme base les cotisations payées pendant la période de trois mois la plus rapprochée de la date de référence pour le calcul des délégations.

Aux fins de représentation au conseil fédéral, on compte dans l'effectif d'un syndicat les membres et les salarié-es qui, sans être membres, lui versent une contribution équivalente à la cotisation syndicale régulière en vertu d'un régime particulier de sécurité syndicale, mais aucun de ces salarié-es ne peut être délégué à un conseil fédéral.

6.05 – Conditions d'accréditation et formalités

Tout délégué-e officiel doit être membre cotisant d'un syndicat en règle avec les organisations de la CSN et avoir, ou avoir eu, un lien d'emploi avec l'employeur que l'accréditation du syndicat couvre.

Pour avoir droit d'envoyer une ou un délégué-e au conseil fédéral, un nouveau syndicat doit adresser sa demande d'affiliation un mois avant la réunion du conseil à la secrétaire générale ou au secrétaire général de la Fédération afin d'être affilié avant la réunion du conseil.

Pour avoir droit d'être représenté officiellement à un conseil régulier ou spécial, un syndicat doit avoir acquitté ses redevances et *per capita* aux organisations de la CSN (et au secteur, s'il y a lieu), pour la période antérieure au sixième mois de ladite instance, à moins qu'une entente de remboursement pour ces redevances et *per capita* ne soit intervenue entre les parties.

La secrétaire générale ou le secrétaire général émet les lettres d'accréditation en conséquence.

Quant aux syndicats affiliés qui, à cette date, ont des *per capita* ou redevances en souffrance aux organisations de la CSN, des lettres de créance conditionnelles leur sont émises.

L'inscription des délégué-es officiels prend fin au plus tard à l'ajournement du midi de la journée précédant celle qui clôture le conseil fédéral.

Tout délégué-e officiel au conseil fédéral qui ne peut assister à l'une ou plusieurs séances de ce conseil peut être remplacé par une ou un substitut muni d'une lettre de créance et désigné au préalable par le syndicat qu'il représente. Cette lettre de créance n'est valable que pour la durée de cette réunion.

6.06 – Quorum

Le quorum du conseil fédéral est formé de la majorité des membres inscrits et représentant au moins 25 syndicats.

6.07 – Procès-verbaux et rapports

La secrétaire générale ou le secrétaire général ou secrétaire d'assemblée rédige le procès-verbal des réunions et en transmet copie aux membres du conseil fédéral. Un résumé des principales décisions du conseil est également transmis à tous les syndicats affiliés et aux salarié-es de la Fédération ainsi qu'aux membres de la CSN qui en font la demande.

6.08 – Dépenses et salaires des délégué-es

Les dépenses et les salaires, s'il y a lieu, des membres du comité exécutif et du bureau fédéral sont remboursés par la Fédération selon les normes déterminées par règlement.

Chapitre 7 Secteurs

7.01 – But des secteurs

Le secteur est un organisme de coordination et de négociation. Les pouvoirs qui lui sont accordés sont ceux qui apparaissent dans les présents statuts et règlements. Dans ce sens, il permet :

- a) une présence plus grande, plus suivie, plus régulière des dirigeantes ou dirigeants de la Fédération auprès des syndicats locaux ;
- b) une meilleure connaissance des besoins des syndicats au plan des services, de la vie syndicale, de la mobilisation et aussi des problèmes spécifiques du secteur ;
- c) un meilleur enracinement auprès des syndicats des orientations de la Fédération et une plus grande participation de ceux-ci aux instances de la Fédération.

7.02 – Objectifs d'un secteur

Les secteurs poursuivent les objectifs suivants :

- a) élaborer, en collaboration avec la Fédération et conformément aux politiques générales de cette dernière, les objectifs et les politiques particulières en matière de convention collective de travail propres au secteur concerné ;
- b) suivre et stimuler la vie syndicale de chacun des syndicats du secteur ;
- c) transmettre au bureau fédéral les besoins et les recommandations des syndicats ;
- d) véhiculer les recommandations de la Fédération dans le secteur ;
- e) développer l'appui aux luttes des syndicats de la Fédération.

7.03 – Composition d'un secteur

Le calcul de la délégation des syndicats aux réunions de secteur, s'il y a lieu, est identique à celui prévu pour le conseil fédéral. Le secteur pourra déterminer toute autre forme de représentation.

Pour participer aux activités du secteur à titre de délégué-e officiel, les syndicats doivent être en règle avec les organisations du mouvement.

Le secteur relève de l'autorité du bureau fédéral.

7.04 – Comité exécutif d'un secteur

En plus de la présidente ou du président, le secteur pourra s'élire d'autres dirigeantes ou dirigeants.

7.05 – Rôle et tâches des présidentes ou présidents de secteur

Les rôles et les tâches des présidentes ou présidents de secteur sont les suivants :

- a) convoquer les réunions du comité exécutif et du secteur ;
- b) veiller à l'application des politiques sectorielles ;
- c) intervenir, lorsque nécessaire, dans les syndicats dans les cas de consolidation ;
- d) s'assurer que les syndicats de leur secteur aient les services techniques et professionnels adéquats ;
- e) faire rapport au bureau fédéral des activités du secteur qu'elle dirige ;
- f) participer, à l'occasion, aux assemblées générales des syndicats ;
- g) signer, conjointement avec la secrétaire ou le secrétaire du secteur, les procès-verbaux des réunions du secteur ;
- h) soumettre par écrit, à chaque congrès de la Fédération, un rapport détaillé des activités du secteur qu'elle dirige.

7.06 – Réunions

Le secteur et le comité exécutif se réunissent au besoin. Les règles de procédure qui sont utilisées sont celles généralement reconnues et appliquées par la Fédération.

7.07 – Déboursés d'un secteur

Sauf dans les cas où les déboursés ont préalablement été autorisés par le comité exécutif de la Fédération, les autres déboursés occasionnés ou effectués par le secteur et son comité exécutif sont à la charge respective des syndicats concernés.

7.08 – Fonctionnement intersectoriel

Lorsque la conjoncture ou les dossiers l'exigent, des rencontres de deux ou plusieurs secteurs peuvent être organisées par la Fédération, avec l'accord des secteurs concernés, pour permettre la mise en commun des prises de décision et des plans d'action. Un seul procès-verbal est alors rédigé et toute proposition adoptée tient lieu de recommandation aux syndicats des secteurs ainsi réunis.

Les conditions d'accréditation des délégué-es à ces réunions intersectorielles sont les mêmes que celles prévues au congrès de la Fédération.

Le nombre de délégué-es auquel un syndicat a droit est le même que celui prévu pour le congrès de la Fédération, à moins qu'un secteur ait des dispositions différentes dans ses statuts et règlements.

La politique d'aide aux syndicats de 70 membres cotisants et moins s'applique lors de ces réunions.

Chapitre 8 Comités

8.01 – Composition et mandats des comités

Les comités sont responsables de développer des outils sur les thématiques relevant de leurs responsabilités respectives.

Afin de favoriser l'élaboration et la diffusion des politiques et revendications du mouvement, les comités permanents suivants sont formés et ont une représentation au bureau fédéral :

a) Comité de formation et de vie syndicale

Formé de la présidence du comité à laquelle s'ajoutent deux militantes ou militants, il est chargé d'élaborer les programmes de formation qui relèvent des sessions de formation générale, d'en assurer l'exécution et l'évaluation, de faire des recommandations au comité exécutif quant à l'utilisation du budget de formation de la Fédération et d'établir des mécanismes pour s'assurer de la participation des syndicats aux différentes sessions de formation.

De plus, le comité est chargé de fournir aux syndicats un appui à la vie syndicale en développant différents outils et en organisant, au moins une fois par mandat, une activité fédérative reliée à la vie syndicale.

b) Comité de la condition féminine

Formé de la présidente du comité à laquelle s'ajoutent deux militantes, il est chargé de promouvoir les revendications mises de l'avant par le mouvement sur les questions spécifiques aux femmes, de prendre tous les moyens nécessaires pour en assurer la réflexion et l'élaboration auprès des syndicats de la Fédération, et de participer à la coordination confédérale de la condition féminine.

c) Comité de santé-sécurité-environnement

Formé de la présidence du comité à laquelle s'ajoutent deux militantes ou militants, il est chargé de préparer et de recommander au congrès et au conseil fédéral les actions en matière de santé et sécurité, de santé mentale, d'informer au niveau sectoriel les travailleuses et travailleurs sur la santé et la sécurité et les questions environnementales ; de faire des recommandations au comité exécutif quant à l'utilisation de la subvention provenant de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

À chacun de ces comités s'ajoute une personne responsable politique désignée par le comité exécutif et provenant de celui-ci.

Les membres de ces comités sont élus par le congrès ou le conseil fédéral. De plus, une ou un substitut par comité est également élu pour pallier une vacance ou remplacer, pour absence prolongée, un membre de comité, sauf la présidence (dont la vacance est pourvue selon l'article 3.14 a).

8.02 – Rôles et tâches des présidentes ou présidents de comités

Les rôles et tâches des présidentes ou présidents de comités sont les suivants :

- a) convoquer les réunions des membres du comité, au besoin ;
- b) veiller à l'application des politiques du comité ;
- c) s'assurer d'une adhésion la plus large possible des syndicats aux orientations dégagées par le comité ;
- d) signer les comptes rendus des réunions du comité ;
- e) faire rapport au bureau fédéral des activités du comité qu'elle représente ;
- f) soumettre par écrit, à chaque congrès de la Fédération, un rapport détaillé des activités du comité qu'elle ou il représente.

8.03 – Dépenses des membres des comités

Les dépenses et les salaires des membres des comités, dans le cadre des travaux reliés à leurs mandats, sont remboursés par la Fédération selon les normes déterminées par règlement.

8.04 – Rencontre de coordination

- a) Au moins une fois l'an, une réunion des présidences des comités est convoquée par la Fédération afin de permettre une coordination des travaux et mandats de chacun des comités.
- b) Au moins un responsable de la Fédération doit y participer.
- c) Les dépenses et salaires, s'il y a lieu, sont à la charge de la Fédération.

Chapitre 9

Équipe de formation

9.01 – Équipe de formation

La nomination des personnes qui composent l'équipe de formation est entérinée par le bureau fédéral sur recommandation du comité exécutif.

Le comité exécutif est responsable de maintenir une équipe de formatrices et formateurs et d'établir le processus de sélection.

Cette équipe se voit offrir le soutien pédagogique nécessaire à l'exercice de ses fonctions.

L'équipe de formation se rencontre sur une base annuelle afin de coordonner ses activités.

Chapitre 10

Conseil du secteur public

10.01 – Conseil du secteur public

Le conseil du secteur public se réunit selon les besoins engendrés par la négociation des secteurs public et parapublic, mais il doit se réunir au moins trois fois durant la négociation provinciale. Le conseil est convoqué et présidé par la personne ou l'une des personnes responsables de la négociation provinciale au comité exécutif de la Fédération.

En cas de force majeure ou de situation exceptionnelle, le comité exécutif peut déterminer que le conseil du secteur public se tiendra en mode virtuel.

10.02 – Conseil du secteur public spécial

Un conseil du secteur public spécial, ayant la même autorité qu'un conseil régulier, peut être convoqué pour discuter et disposer de tout sujet jugé urgent. La convocation du conseil spécial doit indiquer les sujets qui seront à l'ordre du jour ; seuls ces sujets pourront être discutés lors de cette instance.

En cas de force majeure ou de situation exceptionnelle, le comité exécutif peut déterminer que le conseil du secteur public spécial se tiendra en mode virtuel.

10.03 – Pouvoirs et attributions

Les pouvoirs et attributions du conseil du secteur public se limitent aux seules matières touchant la négociation des secteurs public et parapublic (table centrale ou commune) et la coordination des négociations sectorielles provinciales :

- a) disposer des recommandations du comité de coordination des négociations reconnu entre les organisations du secteur public de la CSN et, par la suite, acheminer les recommandations du conseil du secteur public aux syndicats ;
- b) disposer des recommandations du caucus FEESP siégeant au comité de coordination des négociations reconnu entre les organisations du secteur public de la CSN et des recommandations du comité action-information fédératif et par la suite, acheminer ces recommandations aux syndicats ;
- c) faire toute recommandation aux syndicats dans la limite de ses pouvoirs et attributions ;
- d) pouvoir disposer, comme instance, dans certaines circonstances exceptionnelles nécessitant une décision immédiate, d'une recommandation du comité de coordination des négociations reconnu entre les organisations du secteur public de la CSN.

10.04 – Composition

Le conseil du secteur public est composé :

- a) des membres de la délégation formant le caucus FEESP au comité de coordination des négociations reconnu entre les organisations du secteur public de la CSN ;
- b) des délégué-es provenant des syndicats du Secteur soutien scolaire, du Secteur soutien cégeps et des syndicats concernés du Secteur des organismes gouvernementaux ;
- c) des membres des comités de négociation des tables sectorielles, des membres du comité exécutif de la Fédération, des membres de l'équipe de coordination des négociations des organisations du secteur public de la CSN qui agissent comme personnes-ressources et, sur invitation spéciale, des membres du bureau fédéral avec un droit de parole comme une ou un délégué-e officiel, mais sans droit de vote, sauf pour ceux qui sont membres de la délégation du comité de coordination des négociations reconnu entre les organisations du secteur public de la CSN ;
- d) les syndicats dont les membres sont assujettis au RREGOP ont droit de participer avec droit de parole sur ce sujet lors des réunions auxquelles le RREGOP est à l'ordre du jour ; ou lors de l'adoption de l'entente de principe de la négociation du secteur public si le RREGOP fait partie prenante de cette entente ;
- e) des observatrices ou observateurs (selon la définition au protocole du comité de coordination des négociations reconnu entre les organisations du secteur public de la CSN) avec un droit de parole, au même titre qu'une ou un délégué-e fraternel sans droit de vote.

Le nombre de délégué-es officiels de chaque syndicat est déterminé en fonction du nombre de membres du syndicat, selon le tableau suivant :

1 à 99 membres :	2 délégué-es
100 à 299 membres :	3 délégué-es
300 à 699 membres :	4 délégué-es
700 à 1099 membres :	5 délégué-es
1100 à 1499 membres :	6 délégué-es
1500 à 1899 membres :	7 délégué-es, etc.

10.05 – Calcul du nombre de délégué-es par syndicat

Le nombre de délégué-es est révisé au début du processus de préparation de chaque négociation provinciale et est valide pour la durée de la négociation et de la nouvelle convention collective négociée.

La Fédération détermine le nombre de délégué-es auquel a droit chaque syndicat. Ce nombre est basé sur le nombre de membres en règle du syndicat.

La date de référence pour ce calcul est le troisième mois précédant le mois de la tenue du premier conseil du secteur public enclenchant le processus de préparation de chaque négociation provinciale.

Dans le cas où un syndicat perçoit des cotisations pour une période inférieure à 12 mois, on calcule la moyenne des membres cotisants durant le nombre de mois pendant lesquels ce syndicat a perçu des cotisations.

Une ou un délégué-e au conseil du secteur public doit être muni d'une lettre de créance dûment signée par deux dirigeantes ou dirigeants du syndicat qu'il représente. Cette lettre de créance est valable pour la durée de cette ronde de négociation et il ne peut y avoir de substitution durant une réunion du conseil du secteur public.

10.06 – Conditions d'accréditation et formalités

Pour avoir droit d'envoyer une ou un délégué-e au conseil du secteur public, un nouveau syndicat doit adresser sa demande d'affiliation un mois avant la réunion du conseil au secrétariat général de la Fédération et devenir affilié avant la réunion du conseil du secteur public.

Pour avoir droit d'être représenté officiellement à un conseil du secteur public régulier ou spécial, un syndicat doit avoir acquitté ses redevances et *per capita* aux organisations de la CSN (et au secteur, s'il y a lieu), pour la période antérieure au sixième mois de ladite instance, à moins qu'une entente de remboursement pour ces redevances et *per capita* ne soit intervenue entre les parties.

Toutefois, un syndicat ou un groupe de syndicats qui se retire volontairement du comité de coordination des négociations reconnu entre les organisations du secteur public de la CSN ne peut être représenté officiellement.

10.07 – Quorum

Le quorum du conseil du secteur public est formé de la majorité des membres inscrits et représentant au moins 25 syndicats.

10.08 – Procès-verbaux et rapports

Le caucus de la Fédération au comité de coordination des négociations reconnu entre les organisations du secteur public de la CSN nomme la secrétaire ou le secrétaire des réunions du conseil du secteur public parmi ses membres. La secrétaire ou le secrétaire nommé rédige le procès-verbal des réunions et en transmet copie aux membres du conseil du secteur public lors d'une prochaine convocation du secteur public pour adoption. Un résumé des principales décisions est également transmis à tous les syndicats affiliés et aux salarié-es de la Fédération ainsi qu'aux membres de la CSN qui en font la demande.

10.09 – Dépenses et salaires des délégué-es officiels

- a) Les dépenses et les salaires des délégué-es officiels provenant des syndicats qui assistent au conseil du secteur public sont à la charge des syndicats.
- b) La Fédération rembourse les salaires, s'il y a lieu, et dépenses pour la présidente ou le président de chaque table sectorielle ou regroupement de négociation.
- c) Il en est de même pour une personne siégeant à la table des commissions scolaires anglophones.
- d) La fédération rembourse le salaire et les dépenses pour la secrétaire ou le secrétaire nommé par le caucus pour les instances du conseil du secteur public et les instances de la CSN, s'il y a lieu.
- e) De plus, la Fédération rembourse les salaires, s'il y a lieu, et les dépenses des personnes-ressources dans les assemblées générales, lorsque requises et désignées par la Fédération.

Ces réclamations doivent être approuvées par la personne ou l'une des personnes responsables du dossier au comité exécutif de la Fédération.

10.10 – Mandat et mot d'ordre

Dans le cadre de l'exercice d'un moyen de pression ou lors de moments décisifs de la négociation à la table centrale ou commune (acceptation ou rejet des offres, adoption du protocole du Front commun, recherche d'un mandat de mettre en œuvre tout moyen d'action nécessaire, incluant la grève, etc.), un mandat de la Fédération exige le vote d'un nombre de syndicats représentant plus de 50 % des membres concernés de la Fédération et plus de 50 % des syndicats à l'intérieur de chaque secteur ou regroupement concerné par la négociation provinciale.

Lorsqu'une majorité se dégage, un vote de ralliement se tient automatiquement dans les syndicats n'ayant pas accordé le mandat d'action ou ayant rejeté la recommandation. Toutefois, un secteur ou un regroupement peut appliquer des mandats sectoriels conformément à ses propres statuts et règlements.

Chapitre 11

Caucus du secteur public FEESP

11.01 – Caucus du secteur public FEESP

Le caucus FEESP est composé des personnes suivantes :

- la ou les dirigeantes ou dirigeants du comité exécutif responsables du dossier ;
- trois représentantes ou représentants du Secteur soutien cégeps ;
- un maximum de cinq représentantes ou représentants du Secteur soutien scolaire (table francophone) ;
- une représentante ou un représentant du Secteur soutien scolaire (table anglophone) ;
- un maximum de deux représentantes ou représentants par regroupement de syndicats du Secteur des organismes gouvernementaux impliqués dans la négociation du secteur public ;
- toute autre personne autorisée par le caucus (avec droit de parole, sans droit de vote).

De plus, les porte-paroles de ces tables de négociation font partie du caucus avec droit de parole, sans droit de vote.

11.02 – Fonctions et attributions

Les fonctions et attributions des personnes constituant le caucus FEESP sont les suivantes :

- a) se réunir au besoin sur demande d'une des dirigeantes ou dirigeants du comité exécutif responsable pour définir la position de la Fédération au comité de coordination des négociations reconnu entre les organisations du secteur public de la CSN ;
- b) orienter, au besoin, les travaux et recommandations à apporter au conseil du secteur public ;
- c) débattre des plans d'action à recommander au conseil du secteur public ;
- d) déterminer les règles de fonctionnement au début de chaque négociation pour approbation au conseil du secteur public.

11.03 – Dépenses et salaires des représentantes et représentants composant le caucus FEESP

La Fédération rembourse les salaires, s'il y a lieu, et les dépenses pour les présidences de chaque comité sectoriel de négociation ou de regroupement de négociation ainsi qu'une personne siégeant à la table des commissions scolaires anglophones lors des rencontres du caucus FEESP, au comité de coordination des négociations reconnu entre

les organisations du secteur public de la CSN et lors des instances conjointes CSN s'il y a lieu.

11.04 – Formation des comités de négociation du secteur public

Les personnes faisant partie des comités de négociation reçoivent une formation sur la négociation, et ce, avant le début de celle-ci.

Les salaires et les dépenses sont assumés par la Fédération selon les politiques applicables en vigueur.

Chapitre 12

Coordination des services

12.01 – Fonctions et attributions

Les fonctions et attributions de la ou des personnes coordonnatrices sont les suivantes :

- a) coordonner, planifier et surveiller la mise en application des politiques de négociation de conventions collectives de travail telles que déterminées par le congrès, le conseil fédéral ou le bureau fédéral ;
- b) travailler en étroite collaboration avec les salarié-es et élu-es de la Fédération et exercer auprès d'eux une fonction-conseil tant dans la négociation que dans l'application des conventions collectives et des différentes lois et règlements s'y rapportant ;
- c) relever, dans l'exercice de leurs fonctions, du bureau fédéral ;
- d) diriger, coordonner et planifier le travail des salarié-es de la Fédération ;
- e) pouvoir demander aux syndicats leurs projets de conventions collectives et émettre des suggestions et commentaires sur les contenus ;
- f) recevoir les conventions collectives que les syndicats doivent acheminer à la Fédération ;
- g) présenter au bureau fédéral un rapport de leurs activités et de celles des salarié-es de la Fédération ;
- h) intervenir directement dans les négociations collectives lorsque les circonstances l'exigent et lorsque jugé à propos, après consultation avec les personnes intéressées ;
- i) faire un rapport écrit à chaque congrès ;
- j) assister aux réunions des instances de la Fédération avec voix délibérante, mais sans droit de vote.

12.02 – Équipe de travail

Les salarié-es de la Fédération et au moins un membre du comité exécutif de la Fédération se réunissent en équipe de travail environ tous les deux mois pour étudier les problèmes de services et prendre les décisions dans le cadre de sa juridiction.

Chapitre 13 Finances

13.01 – Cotisations et contributions

- a) Tous les syndicats affiliés, pour toute cotisation perçue d'un membre dans le mois et pour toute contribution équivalente versée par une ou un salarié-e en vertu d'un régime particulier de sécurité syndicale, paient directement à la Fédération le *per capita* mensuel fixé par le congrès.
- b) Le montant du *per capita* mensuel régulier est de 0,47 % par membre, par mois, du salaire brut régulier :
 - en excluant les heures supplémentaires et les primes ;
 - en incluant l'indexation, les montants forfaitaires, les paies de vacances et les rétroactivités.
- c) Le *per capita* applicable aux cotisations perçues doit être versé dans un maximum de 45 jours.
 - Les syndicats fournissent dans les plus brefs délais à la trésorerie de la Fédération les informations et documents suivants :
 - copie conforme de la résolution de l'assemblée générale du syndicat relative à la cotisation syndicale ainsi que l'explication relative à la méthode de calcul de la cotisation syndicale ;
 - copie du chèque ou preuve du transfert de fonds électronique de la remise des cotisations syndicales prélevées à la source.

13.02 – Modifications au taux du *per capita*

S'il était nécessaire de présenter une hausse du *per capita* payé à la Fédération, les étapes suivantes doivent être respectées :

1. Au moins un mois avant le début du congrès, réunir les syndicats sur la base des territoires des conseils centraux ;
2. Une délégation du bureau fédéral présente la proposition budgétaire ;
3. Un rapport de cette tournée régionale doit être présenté au congrès.

13.03 – Inspection et vérification du paiement des *per capita*

Les syndicats affiliés à la Fédération doivent en tout temps, sur demande des personnes autorisées par celle-ci, laisser vérifier leurs livres comptables par ces dernières et leur fournir tout renseignement complémentaire dont elles auraient besoin.

Le syndicat qui néglige ou refuse de se conformer à cette obligation verra son cas soumis au bureau fédéral.

La personne autorisée par la Fédération qui découvre des irrégularités motivant la convocation de l'assemblée générale de l'instance de cette organisation a le droit de faire convoquer par la Fédération l'assemblée générale ou l'instance concernée.

Un syndicat qui, à la suite de vérifications, a des arriérages de *per capita* à payer comme démontré au rapport de la vérificatrice ou du vérificateur, doit acquitter les sommes dues dans les 30 jours suivant la présentation du rapport, à moins qu'une entente n'intervienne entre les parties quant au délai de remboursement.

13.04 – Comité de surveillance

Un comité de surveillance formé de trois membres est élu par le congrès triennal. De plus, une ou un substitut est élu pour pallier une vacance ou remplacer, pour une absence prolongée, un membre du comité. Les membres du bureau fédéral, des exécutifs de secteurs ou les membres de comités ne sont pas éligibles à ce comité. Ses attributions sont les suivantes :

- a) surveiller les finances et l'application des règlements de la Fédération ;
- b) examiner toute dépense extraordinaire non prévue au budget ;
- c) examiner les rapports semestriels de la trésorerie sur l'administration générale de la Fédération et sur l'administration des secteurs ;
- d) faire au comité exécutif, au bureau fédéral, au conseil fédéral et au congrès les recommandations qu'il juge utiles ;
- e) aviser le conseil fédéral sur les virements de crédit recommandés par le comité exécutif et le bureau fédéral ;
- f) faire rapport une fois par année aux assemblées du Secteur soutien scolaire et du Secteur soutien cégeps.

13.05 – Rapport du comité de surveillance

Les membres du comité de surveillance sont appelés à produire des rapports aux différentes instances de la Fédération ainsi qu'aux Secteurs soutien scolaire et soutien cégeps selon les modalités suivantes :

- a) Bureau fédéral
Présentation du rapport écrit par un seul de ses membres à chaque réunion du bureau fédéral où un rapport doit être présenté.
- b) Secteurs soutien scolaire et soutien cégeps
Présentation du rapport écrit par un seul de ses membres, et ce, une fois l'an à l'assemblée sectorielle prévue à cette fin.

c) Congrès et conseil fédéral

Présentation du rapport écrit par tous les membres du comité, et ce, lors de la tenue du congrès et du conseil fédéral.

13.06 – Accès aux documents relatifs aux finances

La présidente ou le président de la Fédération et le comité de surveillance ont libre accès à tous les livres et documents concernant les finances.

Chapitre 14

Modifications aux statuts et règlements

14.01 – Statuts et règlements des syndicats affiliés

Les syndicats affiliés doivent informer la Fédération de toutes les modifications qu'ils apportent à leurs statuts et règlements. Ils doivent, à la fin de chaque année, faire connaître leurs effectifs cotisants.

Malgré l'article 2.01 b), si les statuts d'un syndicat affilié comportent des dispositions contraires à celles des statuts et règlements de la Fédération, ces dispositions sont réputées nulles et non avenues à l'égard de la Fédération.

14.02 – Statuts et règlements de la Fédération

Les présents statuts et règlements ne peuvent être modifiés que par le congrès à la majorité des voix.

Le texte de tout projet d'amendement doit être envoyé au secrétariat général de la Fédération au moins six semaines avant la date d'ouverture du congrès. La secrétaire générale ou le secrétaire général doit envoyer une copie de tout projet d'amendement, peu importe sa provenance, à tous les syndicats affiliés au moins 30 jours avant l'ouverture du congrès.

Tout projet d'amendement aux statuts et règlements transmis par les syndicats affiliés ou par les membres du bureau fédéral est acheminé au comité des statuts et règlements, lequel informe le bureau fédéral de ses orientations et fait rapport au congrès de ses recommandations.

Cependant, dans le cas où, dans l'intérêt de la Fédération, il s'avérait urgent d'amender les statuts et règlements sans qu'il soit possible de respecter la procédure prévue ci-haut, le congrès peut faire des amendements par un vote des deux tiers.

14.03 – Dissolution

La Fédération ne peut être dissoute tant que trois syndicats qui lui sont affiliés veulent la maintenir.

En cas de dissolution, tous les biens de la Fédération devront être utilisés selon les dispositions de la *Loi sur les syndicats professionnels du Québec*.

